**Débats nationaux du CESE sur le livre blanc sur l’avenir de l’Europe**

**FR**

**Rapport de mission – Finlande**

*Le 19 mai 2017, à la représentation de la Commission européenne à Helsinki*

1. Lequel des cinq scénarios présentés dans le livre blanc correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi?

Les scénarios 3 à 5 sont ceux qui ont bénéficié du soutien le plus marqué des organisations de la société civile finlandaise. Le cinquième scénario («Faire beaucoup plus ensemble») serait très favorable à la Finlande, un État membre de petite taille qui ressent la nécessité d’appartenir à une union plus large[[1]](#footnote-1). Toutefois, le troisième scénario («Ceux qui veulent plus font plus») est plus réaliste et il est probable qu’il soit celui qui se réalisera puisque l’on peut dès à présent observer les manifestations d’une UE à deux vitesses[[2]](#footnote-2). Si ce troisième scénario advenait, la Finlande devrait continuer d’appartenir à l’Europe la plus rapide[[3]](#footnote-3). Plusieurs organisations ont marqué leur préférence pour le quatrième scénario («Faire moins mais de manière plus efficace»)[[4]](#footnote-4), dans la mesure où il signifierait une Europe à la structure plus légère et avec moins de réglementation, qui disposerait d’une compétence exclusive en matière de commerce et de mise en œuvre du socle social. Il est possible qu’en définitive, ce soit un mélange de ces scénarios qui s’avère le plus praticable. Les partenaires sociaux et les organisations de la société civile en Finlande ont récemment publié des documents de prises de position sur le livre blanc.

1. Un autre scénario, non envisagé, serait-il possible et préférable? Le cas échéant, pourquoi? Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?

Bien que les scénarios 3 à 5 aient bénéficié du soutien le plus large, il convient de relever certaines nuances inattendues qui y ont été apportées. L’un des risques que présente le troisième scénario est celui d’une désintégration à long terme, dans la mesure où les États membres laissés de côté au sein de «l’Europe la moins rapide» pourraient en définitive décider de s’en retirer, comme l’a fait le Royaume-Uni[[5]](#footnote-5). L’un des problèmes possibles que pose le cinquième scénario pourrait se manifester si les efforts d’intégration étaient trop ambitieux sans que la volonté politique des États membres ne soit à la hauteur; l’on obtiendrait alors le résultat tout à fait contraire à celui du cinquième scénario, c’est-à-dire la stagnation et une impasse politique.

1. Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?

Presque tous les participants ont fait état de la nécessité pour l’UE de mieux communiquer. Il est indispensable que les citoyens voient clairement ce que l’UE fait concrètement pour eux[[6]](#footnote-6). Il convient que les citoyens soient mieux informés des résultats positifs de l’action de l’UE, tels que des taux d’intérêt moindres[[7]](#footnote-7) ou une alimentation moins coûteuse[[8]](#footnote-8) en Finlande depuis son adhésion à l’UE.

Aussi bien les organisations de la société civile que les États membres ont un rôle important à jouer dans la communication sur les affaires européennes. L’un des problèmes que pose la communication menée par les organisations la société civile réside dans le fait que les activités de ces dernières dans ce domaine visent à influer sur la prise de décision de l’Union, tandis que le processus qui mène à cette dernière peut se dérouler sur plusieurs années. Notamment au cours des premiers stades de la prise de décision, leurs actions de communication s’attachent avant tout à créer une pression politique et à influencer le résultat final. Pour ce qui est des États membres, l’un des problèmes réside dans le fait que les décideurs politiques de l’échelon national tendent à blâmer l’UE ou à se défausser sur celle-ci de leurs responsabilités, même lorsque le véritable problème touche à une lacune de la mise en œuvre à l’échelon national. Les actions de communication devraient marquer plus clairement si un intérêt commun de l’UE est en jeu, plutôt que de laisser l’intérêt national de la Finlande dominer sans cesse les discours.

1. Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?

L’Union économique et monétaire (UEM) et le socle social européen ont été les principaux domaines d’action politique évoqués au cours du débat. Les participants attendent avec impatience de voir la forme précise que prendra l’approfondissement de l’UEM. Il est nécessaire d’équilibrer les budgets des États membres et il est indispensable d’aplanir le système de l’UEM[[9]](#footnote-9). Il a été formulé une observation sur la nécessité pour l’UE de ne pas se concentrer uniquement sur des objectifs quantitatifs, mais aussi sur des objectifs qualitatifs. L’UE devrait établir des critères plus stricts de gestion des finances publiques, qui auront aussi pour effet pratique de susciter un surcroît de protection sociale[[10]](#footnote-10). Dans le même temps, il a été relevé à plusieurs reprises que le socle social constituait une occasion importante de renforcer les compétences de l’UE en matière d’affaires sociales[[11]](#footnote-11), ainsi que de résoudre le chômage structurel élevé qui constitue le défi le plus urgent pour l’UE[[12]](#footnote-12). Le rôle de l’UE dans le commerce international est fortement apprécié. La politique agricole commune (PAC) de l’UE et sa politique de protection des consommateurs ont été également pointées comme des domaines de son action politique où elle a produit des effets positifs tangibles[[13]](#footnote-13).

Le livre blanc n’a pas mis suffisamment en avant le développement durable. Ce dernier est certes mentionné au début du document, mais il ne constitue pas un thème central de l’analyse des cinq scénarios. Il est possible de réaliser le développement durable grâce à une combinaison d’instruments de l’UE, tels qu’un marché intérieur correctement réglementé et un soutien puissant à la recherche et au développement (R&D)[[14]](#footnote-14). Il a été également relevé que le livre blanc ne s’attache qu’à l’horizon 2025 et laisse ainsi de côté les autres stratégies pour l’avenir, notamment Europe 2020 et le cadre d’action pour le climat et l’énergie à l’horizon 2030[[15]](#footnote-15).

1. S’agissant de «la voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment?

Actuellement, les débats sur l’avenir de l’Europe et les manifestations en rapport se déroulent dans des cercles de personnes du même avis. Il n’y a pas assez de manifestations où tous les pans de la société sont représentés. Ainsi, les représentants élus et le gouvernement peuvent tenir leur propre manifestation sans que la société civile, au-delà du cercle des «habitués», n’y participe. Il serait opportun d’organiser une journée du Parlement sur l’avenir de l’Europe en s’efforçant d’y inviter un large éventail d’organisations[[16]](#footnote-16). Il existe parmi les participants un sentiment marqué qu’au lieu de suivre passivement les évolutions politiques de l’UE, la Finlande, y compris sa société civile organisée, devrait jouer un rôle plus volontariste sur la «voie à suivre»[[17]](#footnote-17), suivant une logique supranationale plutôt qu’intergouvernementale[[18]](#footnote-18) (c’est-à-dire en pensant la Finlande comme une partie de l’UE plutôt que comme un acteur périphérique). D’un autre côté, l’on peut aussi noter qu’à force de visions pour l’avenir, une certaine lassitude se manifeste dans le débat finlandais.

Il existe un large consensus sur la nécessité que la Finlande occupe une place centrale dans les efforts en vue de poursuivre le développement de l’UE; néanmoins, l’on ne voit que trop peu de propositions concrètes venant du côté finlandais. Les organisations de la société civile s’attachent davantage à réclamer leur association au processus d’élaboration des politiques plutôt qu’à s’intéresser à la substance desdites politiques.

1. Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?

Au début du débat, la Commission européenne a informé les participants que les résultats des débats nationaux sur l’avenir de l’Europe alimenteront directement le discours sur l’état de l’Union en 2017 que le président Juncker prononcera à la mi-septembre[[19]](#footnote-19). Ce débat enrichira le débat national en Finlande sur l’avenir de l’Europe et inaugurera un processus qui conduira à des propositions concrètes en matière de développement de l’UE.

1. Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe?

Chaque citoyen peut faire connaître les effets positifs de l’UE à son entourage, aux médias et sur ses réseaux sociaux. Il est du devoir des experts de l’UE qui assistent au débat d’agir contre les fausses informations et de communiquer aux médias des messages positifs sur le bon travail accompli par l’UE[[20]](#footnote-20).

L’implication des citoyens devrait commencer un stade précoce et les jeunes de moins de 18 ans devraient avoir le droit de vote dans toute l’UE. L’on améliorerait ainsi l’engagement démocratique des citoyens sur le long terme[[21]](#footnote-21).

| **Nom** | **Organisation** |
| --- | --- |
| Ahtela, Jukka | Membre du CESE, groupe I – Employeurs |
| Alahuhta, Veera | SYL – Union nationale des étudiants en université |
| Aura, Salla | Commission européenne – conseillère en communication et diffusion |
| Beurling, Juha | Kuluttajaliitto – Association des consommateurs de Finlande |
| Bjerstedt, Katja | Varma – compagnie d’assurance-retraite mutuelle |
| Björkbacka, Pia | SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais |
| Blassar, Maria | Commission européenne – Chef adjoint de représentation |
| Diarra, Fatim | SYL – Union nationale des étudiants en université |
| Kallio, Seppo | MTK – Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers de Finlande |
| Laina, Patrizio | SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais |
| Löfström, Noora | Allianssi – Coopération pour la jeunesse finlandaise |
| Neimala, Antti | Suomen Yrittajat – Fédération des entreprises finlandaises |
| Pelkonen, Janne | TELA – Alliance finlandaise pour les retraites |
| Penttinen, Markus | Membre du CESE, groupe II – Travailleurs |
| Poutanen, Vesa-Pekka | Commission européenne – conseiller économique |
| Raunemaa, Pirkko | Membre du CESE, groupe III – Activités diverses |
| Reo, Furu | Commission européenne – stagiaire |
| Sironen, Jiri  | SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté |
| Tiainen, Simo | Membre du CESE, groupe III – Activités diverses |
| Titievskaia, Jana | Secrétariat du CESE – unité Évaluation des politiques |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Allianssi – Coopération pour la jeunesse finlandaise. [↑](#footnote-ref-1)
2. TELA – Alliance finlandaise pour les retraites; SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté. [↑](#footnote-ref-2)
3. MTK – Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers de Finlande. [↑](#footnote-ref-3)
4. Kuluttajaliitto – Association des consommateurs de Finlande. [↑](#footnote-ref-4)
5. SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais. [↑](#footnote-ref-5)
6. Mme Maria Blassar – Commission européenne. [↑](#footnote-ref-6)
7. Kuluttajaliitto – Association des consommateurs de Finlande. [↑](#footnote-ref-7)
8. MTK – Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers de Finlande. [↑](#footnote-ref-8)
9. SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais. [↑](#footnote-ref-9)
10. SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté. [↑](#footnote-ref-10)
11. SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté. [↑](#footnote-ref-11)
12. SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais. [↑](#footnote-ref-12)
13. MTK – Union centrale des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers de Finlande. [↑](#footnote-ref-13)
14. SAK – Organisation centrale des syndicats finlandais. [↑](#footnote-ref-14)
15. SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté. [↑](#footnote-ref-15)
16. SOSTE – membre finlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté. [↑](#footnote-ref-16)
17. Suomen Yrittajat – Fédération des entreprises finlandaises. [↑](#footnote-ref-17)
18. TELA – Alliance finlandaise pour les retraites; Commission européenne. [↑](#footnote-ref-18)
19. Mme Aura Salla – Commission européenne. [↑](#footnote-ref-19)
20. Kuluttajaliitto – Association des consommateurs de Finlande. [↑](#footnote-ref-20)
21. Allianssi – Coopération pour la jeunesse finlandaise. [↑](#footnote-ref-21)